

ÉCONOMIE

La crise Pinay

● **La confiance ne fonctionne plus. L'activité économique ralentit. Le ministre des Finances est nerveux. Voici son plan, qui va droit à la crise.**

M. PINAY vit sur les nerfs. Il a des gestes vifs pour se débarrasser, le matin, de son célèbre petit chapeau (fabriqué par son ami et collaborateur Max Fléchet, secrétaire d'Etat aux Affaires économiques) et pour saisir les bonbons qu'il garde dans le tiroir de son bureau ; il a quitté brusquement un conseil de cabinet, un jour que le président du Conseil l'accusait « d'obéir à des préoccupations électorales ».

Il fallut toute la diplomatie de M. Georges Pompidou, l'affable directeur du cabinet du général, pour arranger les choses au téléphone.

Entre les sarcasmes du général et la hausse du bifteck, M. Pinay n'est pas à prendre avec des pincettes.

Il a cependant bien servi, jusqu'ici, le gouvernement de Gaulle.

Lorsqu'il a pris, après la crise de mai, le ministère des Finances, les épargnants commençaient à retirer leur argent des caisses, les opérations spéculatives sur les devises prenaient de l'ampleur. Ce qu'il a fait ? Il s'est assis dans le fauteuil que venait de quitter M. Pflimlin.

Du même coup, il a ramené la confiance, du moins chez les possédants, et il a permis au nouveau régime de s'installer sans avoir à affronter des difficultés économiques et financières graves.

LES PREMIERS SIGNES

La réussite d'un emprunt accompagné d'une large amnistie en faveur des capitaux cachés à l'étranger (« Bien entendu, ce sera un emprunt de Gaulle » lui a dit le général), des achats massifs d'or à un taux consacrant une certaine dépréciation du franc, ont en effet reculé de quelques mois les deux principales échéances : celle de la trésorerie intérieure et celle de la trésorerie en devises.

En même temps, M. Pinay a poursuivi la politique de lutte contre l'inflation, notamment en maintenant les restrictions de crédit. Et, jusqu'ici, il a eu raison.

Choisi pour « donner confiance », il a commencé par réussir. Mais aujourd'hui l'apparition d'un chômage partiel dans de nombreuses branches (textiles, appareils électro-ménagers, constructions mécaniques), conjuguée avec une brusque hausse des produits essentiels (bifteck, sucre, œufs, pommes de terre), indique une évolution de la situation qui interdit de limiter la politique économique à la poursuite de cette courte expérience (1).

Les signes de récession économique sont encore tenus pour le profane : le nombre de chômeurs secourus demeure infime. (Un quotidien du matin titrait cependant sur cinq colonnes, lundi : « Danger n° 1 : le chômage ».) La consommation, après un léger ralentissement, se maintient dans l'ensemble. Mais dans le plus profond de l'appareil économique, des mouvements graves s'amorcent.

L'élévation continue du taux horaire des salaires masque une réduction sensible des heures de travail dans des secteurs où la production est essentiellement à base de main-d'œuvre. Dans presque toutes les branches, les carnets de commandes se dégonflent progressivement. (« Un impératif : préserver à tout prix la santé de notre industrie automobile », titrait mardi « Le Figaro ».)

TOUTES LES TACHES

La Bourse de Paris est maussade et se désolidarise complètement de l'optimisme manifesté depuis quelques mois par celle de New-York. La récession est maintenant dans l'esprit de beaucoup d'entrepreneurs et

(1) Bifteck : 1.082 francs le kilo. Sucre raffiné : 117 francs le kilo. Pommes de terre : 36 francs le kilo.

certains d'entre eux diminuent déjà leurs programmes d'investissements.

Il n'est pas aisé d'entraver un tel ralentissement de l'activité économique.

En premier lieu, le caractère automatique du mode de fixation des prix agricoles et du taux des salaires interdit d'abandonner le contrôle de l'inflation.

Ce contrôle est d'autant plus nécessaire qu'une certaine limitation de l'essor de la consommation est le moyen essentiel d'augmenter nos exportations, donc de rétablir notre balance commerciale.

Ce début de récession serait moins alarmant si, depuis son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle n'avait accumulé, sur un pays déjà lourdement chargé, des poids nouveaux.

tit, partisan du laissez-faire, M. Pinay est bien l'homme le moins qualifié pour imposer à la nation les sacrifices, les efforts et les disciplines qu'impliquent les lourdes responsabilités dont le général de Gaulle n'hésite pas à la charger.

Le général l'ignore-t-il ? Manifeste-t-il, comme en 1945, une telle incompréhension de l'utilité des contraintes économiques qu'il préfère ne pas y penser, considérant que par la vertu de sa présence, les problèmes se dissiperont ?

LA CONTRADICTION

Que l'on prenne le problème sous l'angle des efforts à fournir pour atteindre les objectifs fixés par le président du Conseil ou sous l'angle

leur donner à penser que la période de tension est terminée et que la spéculation contre le franc est sans objet.

La promesse de ne pas augmenter la pression fiscale et, même, de saisir toute occasion pour la diminuer, doit agir dans le même sens.

Résultat : sur la base d'une monnaie saine et stable, l'épargne renaîtra et permettra de financer un effort d'équipement qu'il convient d'ailleurs de limiter à la mesure des possibilités de cette épargne spontanée.

L'Etat sera ainsi déchargé d'une bonne part du financement des investissements qu'il assume encore, et l'équilibre budgétaire sera plus aisément assuré.

Enfin, dans la consolidation de la monnaie, dans la recherche de l'équilibre budgétaire et dans l'élimination des contrôles, il conviendra de ne pas se laisser impressionner par l'accélération de la récession économique que ces mesures peuvent susciter. Une certaine récession est en effet souhaitable pour arrêter l'inflation, détendre le marché du travail et mettre fin à l'entraînement des mécanismes d'indexation.

POUR LA LIBERTÉ ?

On voit mal comment la politique de M. Pinay serait compatible avec celle du général de Gaulle. Ou plutôt on voit bien qu'elle ne l'est pas.

Encore faut-il regarder de plus près les idées du ministre des Finances, et surtout la manière dont il les met en pratique.

M. Pinay est pour la liberté. D'abord celle des prix. Mais de quels prix s'agit-il ? Au nom du libéralisme économique, on a lancé une expérience de liberté des prix de la viande. Plus de taxation, en échange de quoi les bouchers promettent une baisse. On vient de voir ce qu'une telle expérience donne.

Mais les prix agricoles ? Ils ont fait, eux, l'objet d'une indexation rigide, complète et tendue vers la hausse. Qui l'a consentie ? M. Félix Gaillard, un soir que son gouvernement était en difficulté. A la demande de qui ? Ce soir-là, c'est seulement en échange de cette indexation que M. Pinay a voté la confiance à M. Gaillard.

Equilibre budgétaire ? En réalité, seuls les investissements feront les frais de la nouvelle rigueur financière. Les dépenses de fonctionnement, les dépenses militaires, les subventions ou pertes entraînées par le haut niveau des prix agricoles, les allocations ou retraites démagogiques n'ont pas été diminuées. Mais l'on admet une réduction des programmes d'équipement scolaire, et que les investissements industriels ne soient alimentés, avec tous les aléas que cela comporte, que par l'épargne, dont la capacité est limitée.

LES LIMITES DE LA CONFIANCE

Confiance ? Mais M. Pinay n'a-t-il pas fait le plein de la confiance que certains de ses concitoyens lui portent ? En dépit d'une énorme publicité et d'avantages fiscaux considérables, il n'a pas mobilisé 2 % de l'or détenu par les Français. Des devises ont été rapatriées ; leur volume ne fait qu'annuler les mouvements spéculatifs des premiers mois de l'année.

Le marché financier n'a pas retrouvé plus de souplesse. Le Trésor y maintient une surveillance rigide. Pour attirer l'épargne, il reste nécessaire d'augmenter les garanties de toutes sortes (taux d'intérêts exorbitants, indexations sur le cours de l'or, etc.) offertes aux prêteurs.

Enfin, la confiance essentielle, la confiance dans l'avenir immédiat et lointain de notre économie, fait manifestement défaut aujourd'hui aux entrepreneurs. Depuis le début du mois, tous les signes le montrent.

M. Pinay ne veut pas faire de peine aux Français possédants et entend gérer la France comme une boutique. Le général de Gaulle entend faire la politique qui lui convient, et ne pas entendre parler d'argent, de salaires, d'indexations et autres termes barbares que l'on ne trouve pas en lisant Chateaubriand.

Mais qu'on le veuille ou non, la politique financière est faite par le ministre des Finances et pèse, plus que toute autre, sur la vie quotidienne des Français. On commence à s'en apercevoir. Et M. Pinay ?

F. G.



M. ANTOINE PINAY.
Pour « détendre » les Français.

(U. P.)

Héritant de la gageure du Marché commun, il a décidé de la tenir. Il a pris d'autre part des engagements considérables dans le domaine atomique (usine de séparation des isotopes) et aéronautique (construction des « Mirage III »). Il a déclaré la France responsable de l'expansion économique des pays de la communauté, et a promis à l'Algérie, par le plan de Constantine, un effort massif et rapide pour lui faire regagner le temps perdu dans l'ordre de la promotion sociale, culturelle et du progrès économique.

Entre toutes ces tâches, le général n'a pas choisi. Il affirme que la France doit et peut les assumer toutes. Et puis l'homme de la grandeur confie le soin de lui procurer les moyens de cette politique à M. Pinay.

Doué d'une tendance incoercible à administrer la France comme une échoppe d'artisan, libre et gagne-pe-

de la politique la mieux adaptée à la conjoncture économique française, le but à poursuivre reste le même : augmentation et relance des moyens de production par des investissements sélectionnés ; discipline de la consommation, du crédit et des prix.

Or, ce que propose et se propose M. Pinay, il l'a exposé cette semaine à des réunions d'experts, de banquiers et d'industriels au ministère des Finances. C'est à peu près le contraire :

1) Tout pour la monnaie, même au prix d'un ralentissement croissant de l'équipement et de l'activité.

2) Élimination des contrôles et des interventions de l'Etat.

Le raisonnement de M. Pinay semble à peu près le suivant : la fin des contrôles, notamment en matière de prix et de change, doit « détendre » les Français, les rendre confiants,